

# Dissiper le mythe multipolaire Pourquoi les BRICS ne constituent pas une menace pour l'impérialisme, et pourquoi une alternative « anti-polaire » est nécessaire

vendredi 9 mai 2025, par [BOND Patrick](#)

Si l'empire politique libéral occidental a été déshonoré au-delà de toute réparation par le génocide en Palestine et que le projet néolibéral ne peut pas être récupéré (malgré les revendications de réduction des inégalités, de sécurité alimentaire ou d'« action climatique », comme proposé pour le sommet du G20 de Johannesburg en novembre) — que se passe-t-il ensuite ?



DESSIN D'ALEXEI IORSH/RT

Les attentes ont récemment augmenté pour un « multipolarisme » revitalisé, en partie parce que le bloc BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud) continue de croître en termes de population, de PIB et de gravité géopolitique, ayant ajouté de nouveaux membres — l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis — lors du Sommet de Johannesburg en 2023. L'Arabie saoudite est souvent également incluse comme membre imminent, tandis que l'Indonésie a rejoint le bloc plus tôt cette année. Il y a aussi dix nouveaux « partenaires » avec un statut d'observateur : la Biélorussie, la Bolivie, Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Vietnam. Ils présentent une grande variété de persuasions politiques et l'un d'eux, la Bolivie, vient de prendre un virage prononcé vers la droite (bien que, contrairement à l'Argentine en 2023, cela pourrait ne pas l'empêcher de conserver un alignement BRICS).

Le sommet de juillet 2025 du bloc a été organisé à Rio de Janeiro par le président brésilien de centre-gauche (et dirigeant du Parti des travailleurs) Luiz Inácio Lula da Silva. Malgré l'échec largement anticipé d'aborder la gamme de questions qu'un *multipolariste* sérieux insisterait à traiter à Rio, les semaines suivantes ont ébranlé les certitudes géopolitiques et donné aux BRICS une nouvelle aura. Le dictateur russe Vladimir Poutine et Trump se sont rencontrés en Alaska le 15 août sans qu'aucun changement ne résulte dans la guerre d'Ukraine, à l'exception des bombardements plus intensifs de civils par Moscou, laissant le dirigeant américain « très déçu ». Mais à cause des retombées de l'imposition de nouveaux tarifs douaniers américains en août — en particulier contre le Brésil et l'Inde (le deuxième principal client pétrolier de Poutine) — la colère a gonflé et Deutsche Welle a correctement demandé : « Les BRICS vont-ils prospérer sous la surveillance de Trump ? »

Le rassemblement de l'Organisation de coopération de Shanghai, traditionnellement orientée vers la sécurité, à Tianjin du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre a inclus le rôle de haut niveau de Poutine et au moins un rapprochement temporaire entre les dirigeants indien et chinois souvent querelleurs Narendra Modi et Xi Jinping. Ce dernier co-organisera les deux prochains sommets BRICS, respectivement. Mais entre les deux au cours de la dernière décennie, des tensions durables ont augmenté à partir de conflits frontaliers — en particulier sur le territoire himalayen, par exemple les impacts négatifs anticipés de la construction chinoise du plus grand barrage du monde là-bas — plus les liens étroits de Pékin avec les ennemis de Delhi au Pakistan. En 2020, après que des dizaines de soldats soient morts dans des combats de montagne, l'Inde a imposé des sanctions sur la technologie chinoise et l'investissement direct étranger, et a même interdit les vols aériens directs — qui peuvent maintenant être assouplis.

Le 8 septembre, lors d'une réunion d'urgence en ligne appelée par Lula pour discuter du commerce, les dirigeants des BRICS seront mis à un test encore plus sérieux : face aux politiques tarifaires chaotiques américaines — par exemple très élevées contre le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, mais seulement 10 pour cent contre les EAU et l'Arabie saoudite — peuvent-ils transcender leurs négociations bilatérales isolées et individualistes avec Washington, et enfin travailler collectivement ?

Cela peut être impossible, car après tout, des dizaines de dirigeants nationaux « nous appelaient, me léchaient le cul », comme Trump s'est vanté en avril, peu après sa première série d'augmentations tarifaires irrationnelles du « Jour de la Libération ». Parmi les membres et partenaires BRICS, seul le Vietnam a depuis réussi à conclure un accord commercial (les autres sont la Corée du Sud, le Royaume-Uni et l'Union européenne). Lula a qualifié les manœuvres politiques de Trump de « chantage inacceptable ».

Pourtant, le pessimisme concernant une révolte multipolaire contre les *politricks* [1] commerciales américaines reste approprié. Comme plusieurs sources de Brasilia ont dit à Bloomberg le 1<sup>er</sup> septembre, les BRICS sont encore susceptibles de manquer de résistance systématique : « Lula ne veut pas que la réunion se transforme en sommet anti-américain », même si Trump a imposé un tarif de 50 pour cent sur les exportations brésiliennes en représailles pour la poursuite par son gouvernement du prédécesseur Jair Bolsonaro suite à une tentative de coup d'État ratée en janvier 2023.

## **Mythes multipolaires**

Néanmoins, certains de la gauche internationale croient qu'il y a maintenant un potentiel beaucoup plus grand pour que les BRICS génèrent de nouvelles relations de pouvoir basées

sur le respect mutuel et un terrain de jeu économique mondial équitable. Ils souligneraient comment le mot « paix » est apparu 41 fois dans la Déclaration des dirigeants de Rio. Mais pour rendre ce cas plausible, le mouvement multipolaire aurait besoin de victoires claires contre l'hégémonie destructrice des intérêts impériaux occidentaux, y compris l'Organisation mondiale du commerce (OMC) néolibérale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces intérêts sont basés sur l'agenda d'expansion des entreprises — en particulier les financiers, les marchands, les capitalistes du Big Data, Big Pharma et les industries extractives — qui ont longtemps dominé les politiques de la plupart des institutions multilatérales occidentales.

Pourtant dans le contexte actuel, la prétendue réforme des Institutions de Bretton Woods est maintenant passée en marche arrière. La dirigeante de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala admet qu'en partie à cause de l'affaiblissement de son institution par Trump (datant de 2019), « le système commercial mondial connaît aujourd'hui ses pires perturbations depuis la Seconde Guerre mondiale. La coopération multilatérale elle-même est remise en question... Les économistes de l'OMC ont réduit les attentes de croissance du volume du commerce de marchandises de près de trois points de pourcentage et s'attendent maintenant à une contraction de 0,2 pour cent en 2025. »

Il est donc facile de glisser sur une pente glissante, de ce qui peut être appelé « bataille médiatique » ou « espoir » concernant le multipolarisme BRICS sauvant le multilatéralisme, vers un sentiment d'« impuissance » une fois que les limitations du bloc sont révélées. Les réformes institutionnelles multilatérales du bloc BRICS ont échoué malgré l'investissement de sommes énormes dans le FMI. La Nouvelle banque de développement extrêmement conservatrice et gangrenée par la corruption prête encore 75 pour cent en dollars américains même pour des projets de développement de besoins de base sans exigences d'importation.

*Les économies sous-impériales sont centrales aux chaînes de valeur mondiales contemporaines, effectuant une grande partie de l'extraction et du traitement des matières premières fournies par les pays plus pauvres.*

En contraste, les critiques de la gauche indépendante sont traditionnellement beaucoup plus dubitatifs quant à la multipolarité. Une raison est leur ancrage analytique implicite dans une théorie plus large du « sous-impérialisme », qui situe les économies BRICS non pas contre mais à l'intérieur du capitalisme mondial. Les critiques s'allient plutôt avec les opposants locaux progressistes des régimes BRICS, en particulier contre leurs classes dirigeantes et leurs grandes entreprises. Le résultat peut être une version « anti-polaire » (ou au minimum « non-polaire ») de l'internationalisme, en opposition explicite à la fois à l'unipolarité impérialiste et à la multipolarité sous-impérialiste.

Pourtant, la proéminence des BRICS est amplifiée par la haine mal informée de Trump à leur égard (dans laquelle en janvier il a faussement inclus l'Espagne), sa peur irrationnelle souvent répétée de leur potentiel de « dé-dollarisation » (peu importe à quelle fréquence cet agenda est nié, même par la principale victime des sanctions américaines Poutine), et sa destruction autodommageable de larges aspects de la gouvernance multilatérale et du *soft power* américain (comme la bureaucratie d'aide annuelle de 64 milliards de dollars [2]).

## **Situer les intérêts des élites BRICS**

Du point de vue de la gauche indépendante, il apparaît que le bloc BRICS a dégénéré en un réseau de puissances sous-impériales à croissance rapide mais souvent chancelantes qui ont généralement servi les intérêts du capital international et ont principalement obéi — et en effet légitimé — les institutions multilatérales néolibérales. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines du commerce international, de l'investissement, de la finance et de la gestion climatique.

À quelques exceptions près, l'objectif des BRICS n'est pas d'abolir ou de changer radicalement les mécanismes capitalistes internationaux — commerce, dette, investissement et main-d'œuvre migrante — autant qu'il s'agit de réduire la domination américaine et plus généralement occidentale des processus. Mais contre Trump, les BRICS ont jusqu'à présent été divisés et conquis, et dans le cas de l'Afrique du Sud, si obséquieusement même lors d'une réunion humiliante au Bureau ovale le 21 mai qu'une partie de golf avec ce tricheur notoire reste une priorité élevée dans l'agenda du président Cyril Ramaphosa. Se prosternant, il a offert sans succès à Trump une visite d'État officielle fin novembre pour l'attirer au sommet du G20 de Johannesburg. Pour 2026, Trump est programmé pour organiser le G20 sur son propre terrain de golf de Miami.

Pleinement conscients de l'impératif géopolitique de s'opposer à l'impérialisme occidental, de nombreux activistes engagés dans des luttes sociales non-polaires se trouvent souvent opposés aux deux blocs majeurs au sein du G20 : le G7 et les BRICS. Les activistes demandent plutôt régulièrement les types de politiques et pratiques économiques, sociales et environnementalement justes associées aux valeurs de gauche libératrices, post-capitalistes, antiracistes, féministes et écologiquement saines qui tendent à être soit ignorées soit réprimées dans le G7 et les BRICS. Les voix critiques concernant les classes dirigeantes BRICS individuelles ainsi que le bloc dans son ensemble sont basées sur un large éventail de griefs. Ceux-ci sont exprimés dans les contre-sommets périodiques « BRICS du peuple » ou « BRICS d'en bas », ou les protestations « Briser les BRICS » de 2018 et 2023 à Johannesburg, et à venir, le Sommet du peuple 2025 « Nous les 99 pour cent ».

### **La critique conceptuelle de la gauche indépendante**

Quant à une préoccupation plus générale concernant le capitalisme BRICS, en plus de la critique de la création massive de surcapacité de la Chine — c'est-à-dire ce que Karl Marx considérerait comme la contradiction centrale du capitalisme, à savoir la « suraccumulation », et son déplacement destructeur — les rôles des entreprises BRICS dans les circuits extractifs et productifs du capital sont souvent les plus néocoloniaux et exploitateurs.

Ceci est vrai non seulement en termes d'appropriation de plus-value, mais aussi lorsque les entreprises BRICS s'engagent dans l'extraction de ce que Marx appelait le « don gratuit de la nature » au capital — en particulier les ressources minérales et de combustibles fossiles non renouvelables dans les pays les plus pauvres — et tirent parti de la « super-exploitation » du travail : payer le travailleur en dessous des coûts de sa reproduction à vie. Il y a ainsi trois groupes de BRICS :

ceux dont les entreprises comptent pour la main-d'œuvre bon marché sur les taux de pauvreté très élevés — pour simplifier, en utilisant une mesure de 5,50 dollars/personne/jour — qui caractérisent l'Inde (plus de 80 pour cent de pauvreté), l'Indonésie (70 pour cent), l'Afrique du Sud (66 pour cent), l'Égypte (58 pour cent) et l'Éthiopie (50 pour cent) ;

les économies où l'accumulation de capital n'a pas été tout à fait aussi dépendante des

travailleurs les moins chers du monde — comme le Brésil après que Lula soit arrivé au pouvoir pour la première fois et ait doublé le salaire minimum (27 pour cent de pauvreté), l'Iran (22 pour cent) et la Chine (17 pour cent, bien que le système de travail migrant *hukou* [3] affecte encore un quart de la main-d'œuvre) ; et ceux qui ont stimulé leurs économies grâce aux stimulants artificiels des combustibles fossiles et militaires, à savoir la Russie (4 pour cent de pauvreté) et les EAU (dont la main-d'œuvre ultra-bon marché est presque entièrement immigrée, comme celle de l'Arabie saoudite).

Basé en partie sur son observation des processus super-exploiteurs du Brésil et en partie sur le rôle que certaines économies ont joué en tant qu'agents régionaux de l'impérialisme américain, l'intellectuel marxiste Ruy Mauro Marini a introduit le concept de sous-impérialisme en 1965. En exil au Chili et au Mexique, il a travaillé avec des camarades intellectuels-activistes Andre Gunder Frank, Vania Bambirra, Theotonio dos Santos, Samir Amin et Immanuel Wallerstein pour établir une approche marxiste de la théorie de la dépendance et des systèmes mondiaux.

*Les États sous-impériaux tendent à souffrir de crises de suraccumulation sous des formes plus intenses, et cherchent donc souvent à exporter le capital excédentaire via l'IDE, les prêts et le commerce.*

Par la suite, en 2001, David Harvey a documenté le sous-impérialisme émergent « en Asie de l'Est et du Sud-Est alors que chaque centre de développement d'accumulation de capital cherchait des solutions spatio-temporelles systématiques pour son propre capital excédentaire en définissant des sphères territoriales d'influence ». Le terme a refait surface dans les années 2010 avec les spécialistes agraires Sam Moyo, Paris Yeros et Pravin Jha, tandis qu'Amin a utilisé le concept (à titre posthume dans sa *Long Revolution*) contre l'Afrique du Sud post-apartheid. Au Brésil, Ana Garcia et Miguel Borba ont contribué aux critiques académiques mais hautement politiques de la couche sous-impériale du capitalisme.

Économiquement, les puissances sous-impériales partagent généralement les caractéristiques domestiques suivantes : des niveaux élevés de concentration d'entreprises et de financiarisation, une tendance plus rapide à la sur-accumulation de capital (la contradiction interne centrale du système), une dépendance croissante à la production et au traitement de matières premières pour l'exportation (« reprimarisation »), et, poussées par la politique publique néolibérale, la super-exploitation du travail et la destruction écologique généralisée. Ceci coexiste souvent avec une structure de classe ossifiée, des niveaux élevés de répression sociale et une inégalité croissante — mais fournit parfois aussi un espace pour le type de nationalisme qui parle à gauche et marche à droite si familier aux Africains du Sud.

Au niveau mondial ou régional, les économies sous-impériales sont centrales aux chaînes de valeur mondiales contemporaines, effectuant une grande partie de l'extraction et du traitement des matières premières fournies par les pays plus pauvres ainsi que, depuis les années 2000 en Chine, la plupart de la fabrication de biens bon marché. En contraste, le cœur impérialiste continue de bénéficier de la plupart de l'extraction d'excédent des économies BRICS et plus pauvres, via les redevances pour la propriété intellectuelle et les profits pris dans les circuits financiers, marketing et de distribution du capital. Dans ce processus, les États sous-impériaux exacerbent ce qu'on appelle l'« échange écologique inégal » avec les pays plus pauvres, en particulier en Afrique : extraction non compensée de ressources naturelles non renouvelables et destruction écologique associée.

Les États sous-impériaux tendent aussi à souffrir de crises de suraccumulation sous des formes plus intenses, et cherchent donc souvent à exporter le capital excédentaire via l'IDE, les prêts et le commerce. Le « dumping » — ventes en dessous du coût — de produits est courant, afin de saper les concurrents régionaux. De nombreux BRICS s'imposent des tarifs très sévères les uns aux autres en conséquence ; par exemple, la Commission d'administration du commerce international sud-africaine imposant de nouveaux tarifs sur les importations d'acier chinois, d'écrous et boulons, de pneus et de machines à laver cette année. Politiquement, les États sous-impériaux coopèrent généralement avec le multilatéralisme impérialiste, cherchant à devenir de plus en plus incorporés dans et influents au sein des institutions multilatérales Washington-New York-Genève essentiellement non réformées et du G20.

### **« Réforme » multilatérale sous-impérialiste**

Ces caractéristiques du sous-impérialisme contemporain fournissent un niveau de généralité qui à son tour nécessite plus de validation théorique et beaucoup plus de soutien empirique. Mais déjà, elles aident à expliquer pourquoi au lieu de suivre un agenda multipolaire contre l'Occident, les États BRICS opèrent généralement au sein du cœur de l'impérialisme.

La première réunion des chefs d'État du G20 s'est tenue en octobre 2008 à Washington. C'était un rassemblement urgent, alors que le président américain George W. Bush cherchait des alliés des marchés émergents — en particulier la Chine et l'Arabie saoudite, qui avaient les plus grandes réserves financières — pour soutenir le plus grand renflouement bancaire international du monde. Mais c'est l'Occident qui en a bénéficié. Cette réunion du G20 et un suivi à Londres six mois plus tard avaient une tâche d'urgence simple : s'assurer que les politiques extrêmes centrées sur les banques — nouvelle impression d'argent « assouplissement quantitatif », prêts à faible taux d'intérêt, laxisme réglementaire et recapitalisation du FMI — étaient coordonnées afin de renflouer les financiers occidentaux.

À l'époque, le ministre des Finances sud-africain Trevor Manuel dirigeait un « Comité sur la réforme de la gouvernance du FMI » dont le rapport recommandait de donner au FMI près de 1 billion de dollars américains de pouvoirs de financement supplémentaires, assurant non seulement la stabilité économique occidentale, mais aussi que le FMI deviendrait alors un outil plus utile pour les prêteurs BRICS qui devenaient aussi de plus en plus exposés aux pays les plus pauvres. En Afrique, cela incluait les banques sud-africaines à travers le continent, la VTB Bank corrompue de Russie au Mozambique, et les banques d'État chinoises presque partout.

Le résultat fut une décision de direction du G20 d'avril 2009 de soutenir le FMI à fond en approuvant le plan de Manuel. Les structures de classe de plus en plus financiarisées des BRICS étaient maintenant intégralement entremêlées dans les Institutions de Bretton Woods et les agences de notation de crédit de New York, laissant la plupart des BRICS comme des investisseurs beaucoup plus importants dans le FMI pendant sa collecte de fonds 2010-15 : la part de propriété et les droits de vote de la Chine ont augmenté de 37 pour cent, ceux de l'Inde de 23 pour cent, ceux du Brésil de 11 pour cent, et ceux de la Russie de 8 pour cent.

Cette augmentation de la propriété des pays BRICS s'est faite aux dépens des États plus pauvres, qui ont perdu des parts de vote. Le Nigeria et le Venezuela, par exemple, ont chacun perdu 41 pour cent de leurs parts de vote. Ainsi, via le G20 et la recapitalisation du FMI, les dirigeants BRICS ont décidé de rejoindre — et non de combattre — les Institutions de Bretton

Woods et les circuits financiers occidentaux. Il vaut mieux considérer cela comme une déformation multilatérale, pas une réforme.

*L'unité BRICS se reflète trop souvent dans les déclarations de sommet et les engagements multilatéraux concrets qui révèlent comment les membres et partenaires (la plupart) ne s'opposent pas, en réalité, à l'unilatéralisme du capitalisme occidental, mais le renforcent plutôt.*

De même, en termes de géopolitique, la principale préoccupation est que les classes dirigeantes des puissances sous-impériales « collaborent activement avec l'expansion impérialiste, assumant dans cette expansion la position d'une nation clé », comme l'a expliqué Marini en 1965. Bien qu'il soit mort en 1997, il hocherait la tête en sachant comment tous les pays BRICS — à part l'Iran — en 2024 ont augmenté leur commerce (en particulier énergie et militaire) avec sans doute la puissance sous-impériale la plus brutale, Israël, pendant un génocide qui, ironiquement, a été dénoncé par le gouvernement sud-africain à la Cour internationale de Justice fin 2023. Néanmoins,

Les entreprises chinoises et indiennes facilitent les importations militaires vers Israël grâce à leur gestion des terminaux à conteneurs (privatisés) de Haïfa, y compris des milliers de drones chinois qui traquent les Gazaouis ;

L'Afrique du Sud, la Russie et la Chine fournissent la majeure partie du charbon soutenant le réseau israélien (maintenant que la Colombie a imposé des sanctions), avec les approvisionnements pétroliers des génocidaires venant du Brésil (9 pour cent) et des nouveaux partenaires BRICS Kazakhstan (22 pour cent) et Nigeria (9 pour cent) ;

Les entreprises brésiliennes, indiennes et sud-africaines maintiennent des relations avec la principale entreprise d'armement de Tel Aviv, Elbit, tandis que les EAU, l'Arabie saoudite et l'Égypte facilitent la défense militaire d'Israël contre l'Iran et les Palestiniens ;

Des milliers de citoyens de Russie, d'Éthiopie, d'Inde et d'Afrique du Sud servent dans les Forces de défense israéliennes, sans entrave de la réglementation mercenaire de l'État d'origine BRICS.

### **Assimilation et collaboration**

De ces points de vue, l'unité BRICS se reflète trop souvent dans les déclarations de sommet et les engagements multilatéraux concrets qui révèlent comment les membres et partenaires (la plupart) ne s'opposent pas, en réalité, à l'unilatéralisme du capitalisme occidental, mais le renforcent plutôt. Depuis 2022, quatre pays BRICS — l'Indonésie, l'Inde, le Brésil et maintenant l'Afrique du Sud — ont organisé avec enthousiasme le club global de pays puissants qui gèrent l'impérialisme, le G20. Plutôt que de défier le statu quo impérialiste, les pays BRICS s'en remettent typiquement au G20, soulignant leurs propres responsabilités de « nation clé ».

Typique de cette collaboration était, par exemple, la Déclaration de Kazan des BRICS d'octobre 2024 : « Nous réaffirmons notre engagement à maintenir un Filet de sécurité financière mondial fort et efficace avec un FMI basé sur les quotas et adéquatement financé en son centre... Nous réaffirmons notre soutien au système commercial multilatéral basé sur les règles, ouvert, transparent, équitable, prévisible, inclusif, équitable, non discriminatoire, basé sur le consensus avec l'Organisation mondiale du commerce en son cœur. »

La Déclaration des dirigeants BRICS de Rio en juillet a poussé cet engagement encore plus loin en ajoutant un engagement monétaire généreux : « Malgré l'absence de réalignment des quotas, nous avons donné notre consentement à l'augmentation proposée des quotas sous la 16<sup>e</sup> Révision générale des quotas (GRQ) et exhortons les membres du FMI qui ne l'ont pas encore fait à donner leur consentement et à donner effet aux augmentations de quotas sous la 16<sup>e</sup> GRQ sans plus de délai. »

Ce document était particulièrement conscient de la façon dont les alliés sous-impériaux « nation clé » de l'impérialisme fonctionnent au sein du G20 : « Nous soulignons le rôle clé du G20 comme forum mondial premier pour la coopération économique internationale qui fournit une plateforme de dialogue des économies développées et émergentes sur un pied d'égalité et mutuellement bénéfique pour chercher conjointement des solutions partagées aux défis mondiaux et favoriser un monde multipolaire. »

L'héritage de Trump de l'organisation du G20 2026 et son engagement à retirer toute considération de climat mondial, santé publique, commerce international, paix et rhétorique anti-inégalité héritée de Lula et Ramaphosa aurait dû conduire ce dernier à organiser une exclusion « votez-le hors de l'île » en 2025 (comme le G8 a expulsé Poutine en 2014 après que la Russie ait envahi la Crimée).

Mais nonobstant la rhétorique multipolaire favorisant « solidarité, égalité et durabilité » — les mots à la mode G20 de Ramaphosa — l'assimilation des BRICS dans l'économie politique dominée par l'Occident et la mal-gouvernance mondiale continuera d'exhiber toutes les caractéristiques de l'alignement sous-impérial, plutôt que du défi anti-impérial. Ce sera au détriment de tous à part les élites G7 et BRICS, et renforcera donc le besoin de résistance politique anti-polaire.

**Patrick Bond** est basé au Centre for Social Change de l'Université de Johannesburg, partenaire du bureau Afrique australe de la Fondation Rosa Luxemburg.

## **P.-S.**

L'article original a été publié en anglais par la Fondation Rosa Luxemburg le 9 mai 2025.  
<https://www.rosalux.de/en/news/id/53772/dispelling-the-multipolar-myth>

Traduit pour ESSF par Adam Novak

## **Notes**

[1] Jeu de mots anglais entre « politics » (politique) et « tricks » (tours/manigances)

[2] environ 59 milliards d'euros

[3] Système chinois d'enregistrement des ménages qui limite la mobilité des travailleurs ruraux vers les villes